Retour sur le chômage structurel en France

Posté le : 2 avril 2016 12:24 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Attitudes, Histoire économique récente, Economie et politique

La loi El Khomri et les déchaînements qu'elle provoque sont fort instructifs. Nous redonnons ci-dessous l'article de fond sur le pourquoi du chômage structurel de la France, écrit en 2012, juste après l'arrivée de F. Hollande au pouvoir. Il n'y rien à en retirer.

Devant la catastrophe provoquée par sa politique initiale, qui aggravait tout, Hollande a compris qu'il fallait rebrousser chemin. On verra dans les débats actuels beaucoup de références aux idées exprimées dans l'article. Mais il n'a aucune légitimité ni majorité pour mener une politique exactement inverse à celle qu'il avait annoncée.

Nous avions conclu de façon désabusée :

"***Nous allons donc consolider le non-emploi en France, sur fond de crise aggravée. Certains croient que la pyramide des âges, marquée par le vieillissement de la population, va nous sauver. Moins de candidats à l'activité, donc plus de chances de trouver du boulot pour ceux qui restent ! C'est exactement l'inverse. Sauvy l'a parfaitement démontré.***

Le chômage structurel va donc encore croître et embellir, désagrégeant le tissu social".

Trois ans et demi après, nous y sommes en plein et les syndicats socialistes ainsi que toutes les mouvances "vraiment socialistes" sont vent debout contre le moignon de réforme proposé par leur chef.

Pour ceux que le chômage structurel intéresse et accessoirement pour les candidats au remplacement de Hollande à la tête de l'Etat, nous nous devons de renvoyer à une lecture complémentaire : celle du livre de Bernard Zimmern "A tout fonctionnaire son chômeur", chez Odilon Media et notamment à sa quatrième partie "La classe dominante" (ISBN 2 84213 027 S). Le livre a été écrit il y a presque 20 ans. Il n'a pas pris une ride. Nous mettons en graphique joint le tableau de l'annexe 8 qui montre la corrélation directe entre effectif de la fonction publique et chômage.

Bernard Zimmern montre qu'un emploi de fonctionnaire de plus créé un chômeur de plus. Ce ratio était un mantra de Raymond Barre dans les années 70. En vérité, avec la crise, et compte tenu du vieillissement de la population française, nous avons déterminé dans notre livre ***L'étrange désastre***, qu'on en était arrivé à un ratio plus près de 2 chômeurs de plus pour une création de poste de fonctionnaires.

La grande question est finalement la suivante : pourquoi les prises de conscience ne sont que si partielles et n'aboutissent finalement à rien ? Nous avons notre réponse "L'Enarchie Compassionnelle", un système oligarchique qui empêche toute réforme et qui dépasse de loin la question socialiste (le socialisme est mort avec la chute de l'URSS et la conversion au capitalisme de la Chine). Bernard Zimmern fait exactement la même analyse avec d'autres mots. Il décrit l'omnipotence d'une nouvelle classe dominante qui appuie son pouvoir sur l'absence de contrôle, le secret et la maîtrise des médias. Il propose de sortir de la bureaucratie oligarchique avec trois séries d'action : réapprendre à la fonction publique à vivre en démocratie, ce qui suppose d'en reprendre le contrôle, et de dégager toute l'activité économique de l'emprise de l'Etat.

Le drame psycho politique socialiste actuel montre qu'il est IMPOSSIBLE de faire conduire une telle politique par des hauts fonctionnaires. Dans la livraison du Point de cette semaine, Franz Olivier Giesbert se livre à une déclaration d'amour totalement débridée à Alain Juppé. S'il avait voulu montrer la dépendance absolue de la presse, même en apparence critique vis-à-vis de l'Enarchie, il n'aurait pas pu faire mieux.

Pour assoir son pouvoir l'Enarchie a besoin de dominer les esprits par la propagande et l'intox. La presse est dans un tel état financier qu'elle ne peut que jouer le jeu. Elle ne survit que par l'argent public. L'esclave lèche constamment la botte du maître. C'est vrai dans la presse écrite, mais plus encore dans les médias radiophoniques et télévisés. Pratiquement toutes les sociétés de presse sont possédées par des milliardaires dépendant directement de l'Etat ou par l'Etat lui-même directement ou indirectement. On peut se moquer de l'Ukraine ou de la Russie.

Il est vrai que les medias ont besoin de l'émotion pour vendre. L'émotion conduit à la l'indignation et appelle l'action de l'Etat. Il suffit d'entendre les sujets serinés dans les radios ce matin même : scandale de non-dénonciation de pédophilie à Lyon, scandale de la retenue d'une enfant envoyée sans droit en France, scandale de la brutalité policière, scandale des armées qui violent en Centrafrique, scandale de la mal Bouffe et de son Héro décédé, scandale des abattoirs, scandales…Avec toujours la même antienne : que fait l'Etat ! Vite plus d'argent, vite plus de réglementations, vite, plus de sanctions

"L'une des grandes fibres qu'aiment à faire jouer les médias : la compassion", écrit Zimmern. Mais oui. C'est pour cela que cette association "classe dominante de fonctionnaire - presse compassionnelle" nous a suggéré le vocable d'Enarchie Compassionnelle. Les journalistes sont presque tous à gauche (et même pour la "vraie gauche") et la presse presque en totalité pour "plus d'Etat", avec glorification permanente de notre glorieux système social français qui est si fragile qu'on ne doit pas y toucher sinon il va s'effondrer.

L'échec de la microtentative de l'énarque Hollande et de ses compagnons de la promotion Voltaire, pour atténuer l'effet d'étouffement de l'économie des mesures qu'eux-mêmes et leurs congénères ont prises et surtout essayer de faire perdurer un système qu'ils dominent, dont ils veulent garder les privilèges insensés et dont ils ont compris qu'il était en train de sombrer, démontre qu'il ne faut pas élire à la tête du pays un nouvel Énarque.

La cote sondagière de Juppé est totalement artificielle. Toute la presse est pour Juppé et matraque qu'il est seul "en position". L'esclave a besoin d'un nouveau maître qui ne mettra pas fin aux subventions et continuera à assurer sa survie. Les instituts de sondage vivent du pouvoir et seulement du pouvoir. Qu'on relise dans le dernier livre du Maître du Puy du Fou, les lignes consacrées à son traitement médiatique et à la manière dont sa cote a évolué dans les sondages. Tout est lumineux dans ces lignes.

Pour l'observateur un peu attentif, il existe un signe de l'aplatissement général de la presse devant l'énarque Juppé, nouvel espoir de l'oligarchie et futur garant des ressources de la presse.

Lorsqu'un journaliste connu s'attaquera aux conditions dans lesquelles Alain Juppé, à l'instar de ses commensaux, a obtenu le niveau de retraite qui est le sien ainsi qu'aux conditions de son revenu et de sa fortune, alors on pourra dire que quelque chose a changé en France.

Qu'on réduise la question à celle-ci : combien de temps Alain Juppé a-t-il travaillé dans son corps administratif. Sa retraite a-t-elle été versée prorata temporis des droits économiques acquis, ou à 100% statutaire ? Combien d'autres retraites cumule-il ? Que seront sa fortune et son revenu à la fin de son mandat présidentiel éventuel ? Est-ce que cette privilégiature est justifiable et doit être conservée ?

Si Juppé est haut dans les sondages ce n'est que parce que les mouches ont changé d'âne et que l'énorme cohorte des fonctionnaires a remis son destin entre ses mains plutôt que dans celle de Hollande et que les médias se chargent de l'avant vente, comme ils se chargeront, un temps de l'après vente. Un temps parce que les conséquences sur le chômage seront telles, faute de mise au pas radicale de l'oligarchie, que l'émotion de la presse sera sollicitée et qu'il faudra promouvoir un autre Juppé.

Et le chômage dans tout cela ? La presse comme l'énarchie compassionnelle s'en moque éperdument.

18 ans après le livre de Zimmern rien n'a changé, sinon une hausse majeure de la précarisation et du chômage qui est au maximum historique. On attend encore 20 ans ?

Ou on casse ce système suicidaire ?

Didier Dufau pour le Cercle des économistes e-toile.

==========

Le Chômage structurel en France

http://cee.e-toile.fr/index.cfm/2012/6/2/Le-chmage-structurel-en-France

Il existe en France un chômage structurel important qui a commencé à s'installer à partir de 1968 et qui a atteint aujourd'hui des proportions gigantesques.

Si on regarde le cycle économique de 8-10 ans, on s'aperçoit que désormais, en phase haute, on ne parvient pas à descendre au-dessous de 7 % de chômage (définis en termes officiels). En phase de récession on monte à 10 %. En un mot les taux de croissance les meilleurs ne permettent pas de baisser de plus de trois points le chômage. Les catégories au chômage sont toujours les mêmes : les faibles (jeunes, vieux, immigrés, femmes).

Autre regard sur la même réalité, le nombre de salariés dans l'économie française se situe entre 15 et 16 millions selon les statistiques et les définitions. Pour une population de 65 millions d'habitants nous devrions, aux taux usuels rencontrés dans les pays comparables, en avoir entre 22 et 27 millions. **Il nous manque donc structurellement entre 5 et 10 millions d'emplois salariés.**

Dernier regard sur la même réalité, on constate qu'il y a en France environ 7 millions de personnes en âge de travailler qui vivent en général dans la pauvreté aux marges du système, le plus souvent aux crochets de l'état.

Cette situation est évidemment dramatique et explique en partie le poids de la dépense publique, de la dette, des déficits extérieurs, etc.

Quelles sont les explications possibles de ce chômage structurel ?

1. La préférence pour le non-travail et le travail public

- La préférence pour le non-travail

Bien que l'habituelle compassion explique que le chômage est toujours subi, il est tout à fait clair que la décision de travailler ou non est largement rationalisée par les ménages concernés. On l'a vu avec l'échec du RSA. Différentes populations préfèrent une vie certes modeste mais sans travail, plutôt que les risques et peines d'une situation où l'on travaille sans gagner plus et en perdant divers avantages. On évoque des ménages étrangers qui viennent pour les allocations diverses : ils gagnent généralement plus à ne rien faire en France qu'à travailler dans leur pays. Mais la majorité des ménages qui font ce calcul sont bien français. Une des catégories les plus importantes est formée par les femmes isolées avec enfants qui s'installent dans une vie presque entièrement subventionnée

sans chercher de travail sinon au noir.

À l'autre bout de l'échelle on trouve des ménages qui font le choix temporaire de la non-activité en profitant des allocations reçues. Il est devenu très rentable en France de se faire licencier avec des fortes indemnités, qui jusque récemment n'étaient même pas considérées comme des revenus dont non soumises à impôt. On voit donc des cadres même supérieurs, même surdiplômés, même dans des âges de pleine activité, se mettre en année sabbatique payée par les indemnités pour une voire deux années.

- La préférence pour l'emploi public

C'est devenu depuis la crise de 74 la tare française. L'essentiel des gros bataillons de l'université cherche son salut dans l'emploi public. Le clientélisme régional et le népotisme jouent dans le même sens dans les provinces. Le député, le conseiller général, le conseiller régional, le maire sont devenus les pourvoyeurs d'emplois locaux où l'on travaille peu pour des rémunérations plus que sérieuses. On sait qu'à Paris les fonctionnaires travaillent environ un jour ouvrable sur deux et qu'on peut se poser des questions sur la réalité de ce travail. Quand on est 50 000 à faire un travail qui n'exigerait pas plus de 15 000 emplois, on ne se foule pas trop. Mais le jardinier municipal de Toulouse n'est pas non plus cassé par un travail excessif. Surtout quand la chasse est ouverte ou quand il faut aller aux champignons.

Cette préférence est symbolisée par le nombre des candidats, et leur niveau, qui concourent aux examens pour certains postes publics. L'ampleur des candidatures pour être postier, avec de nombreux bac +4 ou 5, en témoigne. On forme jusqu'à 25 ans et à grands frais des gens dont l'aspiration est de porter des lettres de boîte en boîte. Du temps de "jour de fête", c'était l'idiot du village qu'on mettait à ce travail par compassion. Maintenant à moins d'une maîtrise de psychologie, il n'y a rien à faire pour avoir le poste !

Une règle de pouce veut qu'un emploi public tue deux emplois privés. Il faut évidemment le financer et qui paie sinon in fine le système non public ? Le secteur public ne se nourrit pas en autarcie.

Le résultat est connu : nous avons un secteur public totalement disproportionné qui consomme une part déraisonnable de nos ressources. La régionalisation a de plus permis un empilement de doublons administratifs sans limite. Près de deux millions d'emplois publics ont été créés depuis 1974 quand on tient compte des postes dans les associations directement subventionnées par les politiques. En même temps l'emploi marchand a quasi stagné.

2. Le SMIC et la surfiscalité

- Le SMIC et les coups de pouce

Nous renvoyons aux autres articles que nous avons écrits sur ce blog sur la question du SMIC. Un salaire minimum n'est pas en soi une catastrophe. S'il a pour but la protection contre certaines formes de prédations, il est même indispensable. La France avait mis en place, sous l'influence de la droite, un salaire minimum garanti, qui était indexé sur l'inflation et régionalisé. Ce système ne posait pas de problème. En maintenant un avantage de compétitivité il favorisait la décentralisation. Et l'abus restait sous contrôle avec une borne suivant l'inflation. Ce filet de sécurité n'était pas le plus important. Ce sont les accords de branche qui fixaient, en fonction des réalités du terrain, les salaires minima professionnels qui étaient réajustés par négociation en cas d'accord général des parties prenantes.

Le drame viendra du changement de philosophie : le salaire minimum ne devait plus être simplement une sécurité mais un moyen de politique de revenu et un élément majeur de l'énarchie

compassionnelle et de la démagogie politique avec les célèbres "coups de pouces". La droite, car c'est toujours la droite qui a été à la manœuvre dans ces affaires, a alors pris toute une série de mesures dramatiques pour l'emploi. L'indexation n'a plus été faite sur les prix mais sur la croissance. Le salaire minimal est devenu national. Chaque élection a été l'occasion d'un cadeau national aux salariés. Du coup près du tiers des salariés du privé se sont retrouvés au SMIC ! Toute la hiérarchie des salaires s'est trouvée écrasée. Les conventions collectives se sont trouvées déclassées, les salaires conventionnels traînant très loin en dessous des valeurs du SMIC. Le dialogue social sur les salaires a disparu. "Tous smicards", tel était le slogan vécu par les salariés.

L'ennui c'est que le salaire étant l'assiette de très forts prélèvements, le salaire net du smicard était accompagné d'un coût du même montant en charges. Le "double fiscal du salarié français" coûtait aussi cher que le travailleur.

Pour le politique c'était tout bénéfice : il passait pour un gentil et "achetait" le vote des petits salariés. Dans le même temps il réduisait les déficits de la sécurité sociale et engrangeait des ressources fiscales.

Le coup de ciseau sur l'emploi était phénoménal. Pendant trente ans, jusqu'à la détaxation partielle des bas salaires, cette machine à créer du chômage structurel a fonctionné à plein régime.

- L'hyper fiscalité

Nous venons de voir que l'emploi salarié était, de tradition en France, surtaxé. La France ruinée par la guerre ne pouvait prélever que sur la richesse en train de se faire. Elle a pris l'argent à la source : sur l'entreprise.

Tant que le prélèvement global est resté à 30-35 % du PIB, l'effet sur l'emploi n'était pas trop grave. Mais nous sommes passés après le septennat fiscal de Giscard et après le programme commun de gouvernement socialo communiste à 45 % du PIB. L'énormité de ce prélèvement, compte tenu de sa concentration sur l'entreprise et l'entrepreneur, a rendu impossible toute politique de développement économique et réduit comme une peau de chagrin les capacités d'emplois nouveaux.

Compte tenu de son coût le poste de travail devait désormais être fabuleusement productif pour se justifier.

Et l'entrepreneur avait de moins en moins de ressources disponibles pour son entreprise.

Le capitalisme français était devenu un capitalisme sans capitaux et sans emploi. Inutile d'aller très loin pour comprendre pourquoi il manque 5 à 10 millions d'emplois salariés en France et que nous n'avons pas de Mittelstand à l'allemande, un réseau serré de grosses PME de 500 à 5 000 emplois. Et oublions les PME exportatrices.

5. La surprotection de l'emploi salarié et les 35 heures

Une des curiosités françaises est le goût pour le salarié, objet de toutes les tendresses alors que le travailleur indépendant est laissé à la dureté des conditions. L'idée, grotesque, que le salarié est dans une situation de domination et doit grâce à la puissance publique se dégager de ce servage par des mesures outrancières de protection a fait des ravages. Au lieu que l'entreprise soit un lieu de contrat libre, entre un employeur disposant temporairement d'un emploi possible et d'un employé désireux de le satisfaire pour la durée possible, c'est devenu un enfer où tout engagement vaudrait à vie sauf indemnisation délirante, étant bien entendu que le salarié aurait toujours raison et ne pourrait pas être réellement commandé, sous peine de risquer la prison pour harcèlement moral.

La situation est d'autant plus grotesque que l'emploi est concentré pour les raisons dites plus haut sur la qualification, seule condition de la compétitivité, et que le drame des entrepreneurs a toujours été et reste de trouver des collaborateurs compétents et motivés, alors que les talents ont tendance à sauter d'une entreprise à l'autre. La mondialisation a aggravé le phénomène, la compétition pour les talents devenant mondiale.

Un chef d'entreprise aujourd'hui n'est pas un garde-chiourme s'appuyant sur des porions pour exercer d'abusives pressions sur de malheureux esclaves. Il remet sans arrêt sur le métier la composition d'une équipe gagnante sur des marchés en hyperconcurrence.

Les tracasseries administratives et sociales sans limites qui accablent l'entreprise ont eu immédiatement un effet pervers : la fin des CDI ! Les contrats à durée indéterminée ont rétréci au profit des solutions temporaires : CDD, intérim, faux stagiaires, travail au noir etc.

Quand l'emploi est laissé à l'appréciation des fonctionnaires-juges, il n'y a plus de politique de l'emploi, mais un sauve-qui-peut général.

Du coup on retrouve à la marge des conditions d'exploitation exécrables, l'absence d'emplois conduisant les candidats au travail à accepter l'inacceptable. Qui ne connaît des stagiaires (le stage est devenu obligatoire dans le cursus universitaire, fournissant une masse de candidats) travaillant 12 heures par jours et sollicités sous peine d'exclusion de venir travailler gratuitement la nuit, le samedi, le dimanche et les jours fériés ? Certaines entreprises ont ainsi créé des parcs à stagiaires corvéables à merci faisant du travail à bas prix à la place d'emplois normaux. Quel progrès ! Ne parlons pas des parcs à intérimaires etc.

Sur les 35 heures, mesure dramatique et dont nous ne cessons de payer le prix, nous ne reviendrons pas ici. Tout est dit et connu.

Encore bravo à tous ceux qui ont conduit ses politiques ! Le non-emploi a gagné : le manque à gagner en création d'emplois se compte par millions, pas par dizaines. Mais les manques à gagner ne se voient pas et sont donc hors du champ médiatique et politique.

4. Les conséquences d'une mondialisation sans écluses

L'ouverture totale à la concurrence des pays à bas salaire qui a été le credo invincible des européistes depuis 1973 a été particulièrement problématique pour la France dont la fiscalité pesait majoritairement sur les entreprises. Elle s'est retrouvée sans possibilité de combattre à armes égales avec les autres.

Ajoutons les contraintes d'un Euro globalement flottant et néanmoins globalement surévalué et le drame de l'emploi français est noué.

Il nous reste un quarteron d'entreprises internationales qui font l'essentiel de leurs bénéfices à l'étranger, avec des rémunérations folles pour leurs dirigeants. Et une cohorte éparse d'entreprises étranglées, globalement sans trésorerie, avec des taux de marges très faibles, harassées par les normes, les contraintes, les réglementations, les surprotections, dont les propriétaires sont accablés d'impôts qui les forcent à vendre leurs biens et à ne pas investir, alors que la crise les ruine et que le crédit devient impossible.

Alors les usines ferment les unes après les autres. Le patrimoine français passe aux mains de l'étranger.

Le Français, né malin applaudit des deux mains et crie vive l'impôt ! non à l'entreprise privée ! vive

l'état ! vive les postes de fonctionnaires !

La France, elle, crève.

Peut-on hiérarchiser les causes du non-emploi massif que connaît la France avec ce manque à gagner colossal de 5 à 10 millions d'emplois marchands ?

On l'a vu. Toutes ces causes se combinent pour créer un chômage structurel que même la croissance ne pourrait entamer sérieusement.

Pour le réduire il faudrait donc frapper tous azimuts et simultanément.

- Il faut revenir à une notion de salaire minimum de protection négocié par branche et hors des pattes des énarques qui nous gouvernent. La politique salariale doit être laissée à la libre négociation entre les partenaires sociaux sans intervention de l'état.

- Il faut revenir à une notion de l'emploi très simple : l'entreprise ne doit que le salaire du salarié tant qu'elle peut l'employer. Les indemnités de licenciement, qui sont une aide sociale au reclassement, doivent être fixées nationalement à trois mois indépendamment de toute autre considération. Si l'entreprise veut aller plus loin pour finaliser une sorte de "golden hello" propre à fidéliser les talents qu'elle emploie, c'est son choix et cela doit rester à la libre appréciation des parties.

- Il faut indemniser le chômage de façon temporaire et non pas pérenniser les aides permanentes au non-emploi.

- Il faut transférer sur la consommation l'essentiel des charges qui pèsent sur l'emploi

- Il faut réduire la part du secteur non marchand dans l'emploi et donc impôts et dettes.

- Il faut revenir aux quarante heures, ne pas hésiter pour une retraite par points à 67 ans et laisser le reste aux discussions au sein de l'entreprise.

- Il faut un tarif extérieur commun intelligent aux frontières de l'Europe

- Il faut un Euro compétitif.

- Il faut réduire massivement l'état (central et région) et les institutions de sécurité sociale. Faisons baisser les besoins de financement public qui capturent l'essentiel des ressources du pays et le forcent à vendre ses actifs à l'étranger.

- Il faut arrêter la gestion par des normes absurdes qui, comme dans le cas de la poule pondeuse, conduise à casser l'emploi pour rien de sérieux.

Diverses mesures ont été dans le bon sens ces dix dernières années. Mais il y en a eu si peu et si timides !

Le nouveau gouvernement arrête toutes les mesures timides prises par le gouvernement précédent ou en prend leur contre-pied (retour sur la retraite à 62 ans, fin de la RGPP, recrutement massif dans l'éducation nationale etc.). On accélère la décentralisation. On reparle des coups de pouces "raisonnables" au SMIC. On se lance dans des "ratonnades fiscales" contre les "riches".

Personne n'a honte.

Nous allons donc consolider le non-emploi en France, sur fond de crise aggravée. Certains croient que la pyramide des âges, marquée par le vieillissement de la population, va nous sauver. Moins de candidats à l'activité, donc plus de chances de trouver du boulot pour ceux qui restent ! C'est

exactement l'inverse. Sauvy l'a parfaitement démontré.

Le chômage structurel va donc encore croître et embellir, désagrégeant le tissu social.